

RETRAIT DE LA LOI SUR LA SÉCURITÉ GLOBALE !

**Le 5 décembre 2020, partout en France, restons mobilisés !
Rassemblons-nous pour défendre nos droits et nos libertés !
Combattons, tous ensemble, la violence sociale et les violences policières !**

Il ne se passe pas une semaine sans nouvelle loi antisociale, ou une journée sans l'annonce d'un nouveau plan de licenciements venant s'ajouter aux milliers d'emplois déjà détruits depuis le début de la crise sanitaire. Fin octobre, l'Unedec en prévoyait 670 000.

Le seuil de 6 millions de travailleurs inscrits à Pôle emploi devrait permettre, en fin d'année, d'atteindre le triste record de 10 millions de personnes frappées par la précarité et la pauvreté. Les multinationales se servent de la situation sanitaire pour licencier de plus belle et utiliser le chômage partiel, financé par notre salaire indirect, les cotisations sociales, afin d'augmenter encore leurs profits et de continuer à verser des dividendes indécentes à leurs actionnaires. Aujourd'hui comme hier, le patronat fait payer aux travailleurs, et en particulier aux plus précaires, la crise qu'il a lui-même orchestrée, au mépris de la santé de tous. Les 100 milliards d'euros, versés en grande partie aux actionnaires du CAC 40, sans aucune garantie ni contrepartie, constituent encore une preuve de ce que ce gouvernement ne pense qu'à préserver le monde de la finance au détriment des associations caritatives et des œuvres sociales, déjà débordées par la gestion de la pauvreté, conséquence des politiques d'austérité. Pour imposer une régression sociale toujours plus violente, les gouvernements successifs ont, ces dernières années, restreint la liberté d'expression et les possibilités d'informer librement les citoyens. La nouvelle loi liberticide « Sécurité globale » représente le sommet de cette entreprise de musellement du peuple ! En effet, si elle finit par être adoptée, elle laissera le champ libre à toutes les dérives d'un état policier et autoritaire.

Même si le gouvernement semble être moins sûr de son



fait grâce à la forte mobilisation de toutes les strates de la population, il ne faut surtout relâcher ni la pression des travailleurs, ni celle des citoyens qui ont pris conscience du danger de l'abandon de nos libertés collectives et individuelles au moment où les partis les plus réactionnaires refont leur apparition.

Tous ceux qui sont descendus en masse dans la rue ces dernières semaines l'ont bien compris : cette loi est mise en place pour étouffer toutes les contestations sociales et toutes les revendications du monde du travail. Et réprimer un monde du travail qui revendique, c'est diminuer à terme les droits de tous les citoyens.

Le 5 décembre sera la journée annuelle de lutte contre le chômage et la précarité. C'est donc l'occasion de réaffirmer notre détermination pour le retrait de cette loi antidémocratique et notre volonté de nous battre contre tous les plans de licenciements dans nos branches professionnelles.

Le 5 décembre, la Filpac appelle tous ses adhérents à venir rejoindre les cortèges sur l'ensemble du territoire. Faisons front commun contre l'autoritarisme d'État, et pour une véritable rupture avec le monde ultralibéral d'avant crise !

LE MONDE D'APRÈS, C'EST MAINTENANT ! •